

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 Rue du Bataillon de Marche 24  
67200 Strasbourg

Strasbourg, le 22 juillet 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/07/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **ALSACIENNE DE PRODUITS REFRACTAIRES**

18 rue de Bischwiller  
67620 SOUFFLENHEIM

Références : 0006700831/MT/AG

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/07/2022 dans l'établissement ALSACIENNE DE PRODUITS REFRACTAIRES implanté 18 rue de Bischwiller 67620 SOUFFLENHEIM. L'inspection a été annoncée le 08 juillet 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ALSACIENNE DE PRODUITS REFRACTAIRES
- 18 rue de Bischwiller 67620 SOUFFLENHEIM
- Code AIOT dans GUN : 0006700831
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'entreprise Alsacienne des Produits Réfractaires est une entreprise spécialisée dans la fabrication de briques réfractaires pour différents secteurs d'activités (industrie, sidérurgie, industrie céramique, construction, incinération des déchets, etc.).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- plainte pour nuisances sonores
- émissions atmosphériques (COV et HF)

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
Contrôle des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, articles 6.4 et 6.5	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
Nuisances sonores plaintes de voisinage	Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 9.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des résultats dont l'inspection a connaissance, qu'il s'agisse de niveaux sonores ou de concentration de polluants dans l'air, elle propose que soient prescrits :

- des mesures acoustiques réalisées et commentées en référence à l'arrêté ministériel du 20 août 1985 ;
- un historique commenté des résultats des mesures des polluants atmosphériques rejetés.

Un projet en ce sens est soumis au préfet du Bas-Rhin

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Nuisances sonores

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 9.2

**Thèmes :** Risques chroniques, Nuisances sonores

**Prescription contrôlée :**

Article 9.2 : « Les plaintes de voisinage seront instruites conformément aux dispositions de la deuxième partie de l'instruction annexée à l'arrêté du 20 août 1985, relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ».

Instruction technique du 20 août 1985 annexée à l'arrêté de la même date, dont l'annexe II précise, pour les installations existantes, les modalités d'instruction des plaintes en vue de la correction de la situation :

*"On considère qu'il y a présomption de nuisance acoustique lorsqu'une des conditions ci-dessous est vérifiée :*

- 1. Les niveaux limites admissibles (Llimite) déterminés comme indiqué ci-après, sont dépassés;*
- 2. L'émergence (e) par rapport au niveau sonore initial (LI) dépasse la valeur de 3 dBA."*

*" 2.4.2. Evaluation des effets*

*Le niveau limite admissible tient compte de l'incertitude totale de la mesure (instrumentation et méthode de mesure).*

*On considère qu'il y a présomption de nuisance lorsque :*

*le niveau de réception LR est supérieur, selon les cas, aux niveaux limites admissibles (Llimite) définis en 2.4.1.1 et 2.4.1.2 ;*

*l'émergence (e) excède le niveau sonore initial (LI) d'une valeur de 3 dBA, même si le niveau limite admissible (Llimite) n'est pas dépassé (voir § 4. Présomption d'une nuisance sonore)."*

**Constats :**

Le 12 mai 2022, l'inspection a été saisie par le cabinet de la préfète d'une plainte de voisinage datée du 5 avril 2022.

L'inspection a donc passé en revue les derniers rapports de mesures acoustiques dont elle dispose (rapports de 2016 et 2020).

En 2020, la valeur en limite de propriété est conforme pour tous les points de mesure, notamment le point N°4 proche de la maison du plaignant (En dBA, Jour : 46/60 - Intermédiaire : 45/55 - Nuit : 46/50).

Cependant, l'émergence n'a pas été mesurée par l'exploitant en 2020.

Sans la valeur d'émergence , il n'est pas possible de trancher sur la présomption de nuisance.

Le précédent rapport de mesures acoustiques, transmis le **26 janvier 2016**, indiquait une valeur de l'émergence en dBA, de 1.5 (le jour), de 3 (intermédiaire) et de **4** (la nuit). Cette dernière valeur attestait, à l'époque des mesures, une présomption de nuisance au sens de l'arrêté ministériel du 20 août 1985.

L'exploitant indique qu'il n'y a eu, ni changement dans son procédé de fabrication , ni dans ses installations qui pourrait justifier une augmentation des émissions sonores entre 2016 et 2020. Ses ventilateurs/extracteurs n'ont pas été changés depuis plus d'une dizaine d'années.

On observe, en tout état de cause, qu'au point litigieux, de nuit, les valeurs dont il est rendu compte en 2016 (47 dBA) et en 2020 (46,5 dBA dus à l'usine suivant le rapport de mesure) sont du même ordre de grandeur, à seulement un demi-décibel près. On en conclut que, la rue Krummenacker étant très calme, l'émergence pourrait être conséquente également en 2020.

La rue Krummenacker, où réside le plaignant, a été visitée. On y entend le bruit du broyeur de l'exploitant (qui ne fonctionne que la journée).

Le bruit des extracteurs s'entend plus au milieu de la rue (proche de l'adresse du plaignant) qu'aux extrémités.

Pour l'instruction de la plainte de voisinage, il convient que l'exploitant réalise de nouvelles mesures sonores dans les modalités de l'arrêté du 20 août 1985 (article 9.2 de l'arrêté préfectoral).

**Type de suites proposées :** arrêté préfectoral complémentaire

### Nom du point de contrôle : Contrôle des rejets atmosphériques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, articles 6.4 et 6.5

**Thèmes :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

Les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère doivent respecter les valeurs maximales suivantes avant toute dilution :

Four et étuve :

Débit maximal : 5000 m<sup>3</sup>/h

[HF] inférieur ou égal à 5 mg/Nm<sup>3</sup>

[COV] inférieure ou égal à 20 mg/Nm<sup>3</sup>

(NB : compte tenu de l'utilisation de combustible gazeux, "COV" s'entend pour "COVNM").

Pour le paramètre COV, la valeur limite sera de 110 mg/Nm<sup>3</sup> lors des périodes transitoires de démarrage ou d'arrêt des fours. Une mesure de contrôle du respect de cette valeur sera effectuée annuellement.

**Constats :**

Lors de la réunion de fin de visite, l'exploitant a présenté à l'inspection les résultats des mesures atmosphériques réalisées aux mois de septembre et d'octobre 2021 (NB : l'arrêté préfectoral n'en impose pas la transmission).

Les résultats des mesures des rejets atmosphériques en phase transitoire (démarrage ou arrêt du four) sont conformes (réf. rapport G001210592-01 COVNM 3,75 mg/m<sup>3</sup>).

En revanche, la concentration en COVNM du four de cuisson mesurée le 20 octobre 2021 est de 28,6 mg/m<sup>3</sup> pour une valeur limite d'émission (VLE) de 20 mg/m<sup>3</sup>.

L'inspection constate en outre, à la lecture des rapports, un débit de 7381 m<sup>3</sup>/h.

Les valeurs mesurées apparaissent ainsi non conformes aux limites de l'arrêté.

De manière à pouvoir statuer, non sur un ou deux résultats ponctuels, mais sur une série de mesures, l'inspection attend que lui soit transmis, au préalable, un historique des résultats sur une période de retour statistiquement plus représentative (de 2012 à 2022).

**Type de suites proposées :** arrêté préfectoral complémentaire